



# Le Président du Faso apporte son soutien aux artistes du Burkina

Page 8

Les éditions

Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

# Le Quotidien Numérique d'Afrique

du vendredi 23 juin 2017  
7 Jrs/7

N°429

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant..**  
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 21.

L'ex ministre en charge de la promotion de la femme est devenue artiste-musicienne : « je chante pour Dieu, c'est un business spirituel et non financier »

Page 4



Fin du mois du BBDA : Les acteurs sont récompensés

Page 2



**Conseil des ministres du 21 juin 2017 : « un programme d'urgence pour le Sahel » sur la période 2017-2020 d'un montant de 415 milliard FCFA**

Page 14



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



## Compte rendu du Conseil des ministres de ce mercredi 21 juin 2017

Page 10

# Fin du mois du BBDA : Les acteurs sont récompensés

Région du Centre



Le Présidium.

**D**ans les locaux du Bureau burkinabè des Droits d'auteur (BBDA) ce 20 juin 2017, l'équipe du BBDA a reçu la visite de la Brakina. Cette rencontre a constitué à donner un don d'une valeur de 2 millions au bureau burkinabè du droit d'auteur. Ce don rentre dans le cadre des activités du mois du BBDA qui a constitué à sensibiliser le public burkinabè sur le droit d'auteur

Le mois du BBDA qui s'est tenu du 12 au 25 mai dernier, a été initié par le bureau du droit d'auteur Burkinabè. Son partenaire de tous les jours la Brakina ne s'est pas fait prier pour l'accompagner dans la



Le monde artistique a répondu à l'appel.

La suite à la page 3.



## SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Patrick Serge Brou directeur marketing de la Sodibo, remettant une attestation de reconnaissance à l'artiste Rovane.

réalisation de son activité. C'est ainsi qu'elle a décidé de reverser un pourcentage sur toutes les boissons qui seront consommées par les burkinabè au bureau burkinabè du droit d'auteur et c'est la somme de 2 millions que le BBDA a reçu des mains de la Brakina. Au cours de la rencontre il a été décerné des certificats de reconnaissance aux artistes qui depuis le début accompagnent la caravane de sensibilisation. 30 artistes au total dont l'artiste Saha décédé dans un tragique accident, ont été primés. A cet effet, une minute de silence a été observée à sa mémoire.

La sensibilisation a eu lieu dans les bars, maquis et boîtes de nuits du

Burkina Faso et ce sont nos artistes qui ont servi de sensibilisateurs du public burkinabè.

Patrick Serge Brou directeur marketing de la Sodibo se dit satisfait de la campagne de sensibilisation et s'engage au nom de la Brakina à accompagner l'activité dans les années à venir.

A la question de savoir quel sens il donne aux certificats qui ont été décernés aux artistes, il répond : « c'est un acte symbolique. Cela est une reconnaissance du travail que ces artistes ont mené au près du BBDA et de la Sodibo/Brakina ». Il a profité de cette occasion présenter ses condoléances à

la famille de l'artiste Saha qui était également présente à la rencontre. Pour le représentant du BBDA il nous donne déjà un bref aperçu des éditions à venir qu'il qualifie de « prometteuses ».

Le BBDA envisage poursuivre cette activité dans la sous-région notamment Bobo Dioulasso et dans bien d'autres villes.

**Alred Sié KAM/Rédaction SC-Info**

## CULTURE

# L'ex ministre en charge de la promotion de la femme est devenue artiste-musicienne : « je chante pour Dieu, c'est un business spirituel et non financier »

Région du Centre



L'ex ministre de la promotion de la femme sous le régime de l'ancien président du Burkina Blaise Compaoré est entrée dans la grande famille des artistes-musiciennes du Burkina Faso.

**L'ex ministre de la promotion de la femme sous le régime de l'ancien président du Burkina Blaise Compaoré est entrée dans la grande famille des artistes-musiciennes du Burkina Faso. D'un style gospel, le premier opus de Nestorine Sangaré comporte 10 titres. La dédicace de cette œuvre a eu lieu le mercredi 21 juin 2017 au jardin de la musique Reem-Dogo à Ouagadougou.**

« Un père fidèle », c'est le nom que l'ex ministre en charge de la promotion de la femme, désormais l'artiste Nestorine a donné à son premier album. Elle a présenté ce « nouveau-né » aux hommes de médias dans la matinée de ce mercredi 21 juin 2017 à Ouagadougou, à



L'artiste entrain de faire la dedicace de son oeuvre.

La suite à la page 5



## CULTURE

La suite de la page 4

l'occasion de la fête de la musique.

La musique et Nestorine, ce n'est pas aujourd'hui que cela a commencé. En effet, cela fait déjà 30 ans, que « notre artiste » nourrissait l'espoir de mettre son talent de chanteuse au profit de son Dieu. Aujourd'hui, c'est chose faite. « Un père fidèle » est le nom de l'album. C'est aussi un des titres phares que comporte cet album de 10 titres. Nestorine dédie ce premier opus à Dieu. « C'est Dieu qui a été d'un soutien inestimable durant les périodes difficiles de la vie et qui est un père qui traite ses enfants d'une manière spéciale », dit-elle. Dans cet opus, Nestorine traite des titres comme « manni sougri ». « J'ai composé cette chanson pour demander pardon à Dieu car nous les chrétiens, nous faisons trop souvent le contraire de ce que Dieu attend de nous », a-t-elle déclaré. On y trouve également des titres comme « Mam Ka Zemseyé » qu'elle dédie aux personnes qui se sentent rejetées, méprisées et abandonnées. Nestorine contribue également à la réconciliation au Burkina Faso à travers un titre spécial dénommé « hymne à la réconciliation ». Pourquoi ce titre ? L'artiste explique « j'aime ma patrie et je voudrais que les fils et filles se pardonnent, se reconcilient pour que la paix, l'amour et la cohésion règnent encore au Burkina Faso ». Dans « Un père fidèle », Mme Sangaré exprime sa reconnaissance à ce père fidèle en qui elle a puisé de l'assurance. Et c'est d'ailleurs un autre des titres de cet opus « Assurance tous risques ». Dans cette chanson, l'artiste dit que plusieurs événements difficiles de la vie l'ont convaincue que croire en Jésus Christ est une assurance.



L'ex-ministre en charge de la promotion de la femme Nestorine Sangaré aujourd'hui artiste musicienne.

A la question de savoir s'il existe une relation entre son actualité politique et sa nouvelle vie d'artiste, Nestorine Sangaré répond : « Moi je ne suis pas politique même si j'ai fait partie d'un gouvernement par hasard. Je reviens à ma vie normale après mon mandat. Je n'ai donc aucune réaction de la classe politique par rapport à mon album. Ce n'est pas une sortie politique, ça n'a rien à voir, c'est une œuvre spirituelle. Des personnes proches me félicitent pour ce que je fais ».

Pour l'artiste, son inspiration vient du Saint-Esprit. Elle dit s'inspirer aussi des œuvres de plusieurs femmes artistes talentueuses du Burkina Faso. Elle compte donc sur la grâce de Dieu et le soutien du public afin de produire en un

temps record plusieurs autres albums de qualité dans l'espoir de rattraper le temps perdu.

Avec cet album, Nestorine entend soutenir les actions sociales. C'est pourquoi 500 francs CFA seront prélevés sur chaque CD vendu pour renforcer la sensibilisation des jeunes filles afin d'atteindre l'objectif « Zéro grossesse en milieu scolaire ».

**Alfred Sié KAM/Rédaction  
SCInfo**

# Commune rurale de Moussodougou Construction d'une école sur fond de crise

Région des Cascades



La commune rurale de Moussodougou située à 65 kilomètres au nord de Banfora, a connu le vendredi 16 juin dernier une chaude journée.

**La commune rurale de Moussodougou située à 65 kilomètres au nord de Banfora, a connu le vendredi 16 juin dernier une chaude journée. La population de ce bourg remontée contre la gestion du maire Dominique Sourabié a répondu massivement à l'appel du mouvement citoyen « Y en a marre ». Parmi les griefs portés contre l'édile, il y a celui concernant la construction d'une école primaire dans le village de Dou à 10 kilomètres de la ville.**

**Dans cette affaire la population accuse le maire de tentative d'expropriation de terre.**

Tout serait parti d'un projet d'érection d'une école sous paillote en matériaux définitifs au sein d'un verger dans le village de Dou, à environ dix kilomètres de la commune de Moussodougou. Selon les propos de Satourassé Sourabié, propriétaire du verger, une partie de son domaine avait été cédée il y a 3 ans de cela pour

la construction d'une paillote en vue d'abriter provisoirement les classes de la nouvelle école de Dou. Et cette année la commune devrait procéder à la construction en matériaux définitifs de ladite école, M. Sourabié affirme avoir cédé gratuitement un nouveau site de 4 hectares devant accueillir l'infrastructure et ce, en collaboration avec l'inspecteur du Centre de circonscription d'éducation de base (CCEB) de Moussodougou et les autorités de la commune. Cette nouvelle

La suite à la page 7

## SOCIÉTÉ

La suite de la page 6

parcelle se situe à 600 mètres de son verger. Il affirme ne pas être à mesure de céder son verger dont il tire son revenu pour la scolarisation de ses enfants.

Mais contre toute attente, selon le propriétaire du domaine, le 1<sup>er</sup> juin dernier, le maire de la commune a ordonné la destruction de quelques pieds de manguier pour y ériger les bâtiments. Les proches de M. Sourabié se sont opposés à la volonté du bourgmestre en allant refermer les tranchées et le maire a introduit une plainte chez le procureur de Banfora. Une situation, avec d'autres griefs portés contre Dominique Sourabié, maire de Mossoudougou qui a suscité la colère de ses administrés qui sont sortis nombreux pour réclamer son départ.

L'inspecteur de la Circonscription d'éducation de base a confirmé avoir effectivement pris langue avec le propriétaire du verger pour trouver un consensus à la construction de l'école. « Nous avons visité les deux (02) sites avec le préfet du département de Mossoudougou et les autorités de la commune et c'est le nouveau site que nous avons choisi selon les normes. C'est ainsi que dans nos rapports en tant que technicien j'ai donné mon avis favorable pour le choix du nouveau site », a dit Didier Dabiré. Il dit être surpris de constater qu'une entreprise était déjà envoyée par le maire sur l'ancien site pour les travaux sans des consultations préalables. « Nous l'avons aussi fait des suggestions pour trouver une solution à ce problème. Je ne renoncerai pas à cette décision », nous a-t-il répondu. Il explique que la création d'une école doit respecter des normes technique et environnementale.



Tout serait parti d'un projet d'érection d'une école sous paillote en matériaux définitifs au sein d'un verger dans le village de Dou, à environ dix kilomètres de la commune de Mossoudougou.



Dogobié Sourabié, chef du village de Mossoudougou a interpellé les deux parties à s'entendre pour éviter tout conflit dans ce village.

Dogobié Sourabié, chef du village de Mossoudougou a interpellé les deux parties à s'entendre pour éviter tout conflit dans ce village. Il a aussi lancé un appel aux autorités de la commune à cultiver la paix et la cohésion sociale. On ne peut pas détruire tout un verger pour construire une école alors qu'il y a toujours assez d'espace dans ce village, a-t-il laissé entendre.

Le Maire étant absent nous l'avons joint par téléphone pour avoir plus d'informations sur

la situation, Il n'a pas souhaité s'expliquer cependant, il promet de régler le problème à l'amiable.

**Jean Paul YEKPAYE pour SC Info**



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Le Président du Faso apporte son soutien aux artistes du Burkina

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu dans la matinée du mardi 20 juin 2017 une délégation des artistes du Burkina Faso.

**L**e Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu dans la matinée du mardi 20 juin 2017 une délégation des artistes du Burkina Faso. La délégation était composée de deux entités : la première, représentée par Monsieur Mahamadi SAWADOGO alias Madès est venue présenter au chef de l'Etat, le programme d'activités de la célébration de la Fête de la musique, édition 2017 au Burkina Faso.

La seconde composante conduite par Monsieur Gustave SORGHO a présenté au Président du Faso, le comité de lobbying du fonds

d'aide aux membres âgés du Bureau burkinabè des Droits d'Auteurs et sollicité son aide. « Chaque année, dans le cadre de la célébration de la Fête de la musique, nous organisons en effet des activités dont des conférences, des matchs de gala, des concerts et bien d'autres. Cette année, la conférence porte sur la thématique Apport de la culture à la promotion du civisme et à la cohésion sociale. Il y aura le mercredi 21 juin, un match de gala opposant les acteurs culturels et les agents de police pour montrer la cohésion qui existe entre les deux corps. Les artistes sont la locomotive d'une Nation, notre rôle est de sensibiliser pour un mieux-être des populations », a déclaré Madès. Les artistes se disent satisfaits de leur rencontre avec le chef de

l'Etat car « il s'est félicité de notre démarche et a dit s'intéresser à tout ce qui œuvre pour la cohésion, pour l'acceptation de l'autre », a ajouté Madès. Le Président Roch Marc Christian KABORE nous a donné ses bénédictions et nous a exprimé ses encouragements. « Il nous a dit savoir les difficultés que rencontrent les artistes et nous a fait la promesse d'œuvrer pour améliorer les conditions de vie et de travail de tous les artistes », a-t-il conclu. Le président du comité de lobbying du fonds d'aide aux membres âgés du Bureau burkinabè des Droits d'Auteurs s'est également exprimé sur leur entretien avec le chef de l'Etat : « Au Président du Faso, nous avons expliqué toute la philosophie du Bureau burkinabè des Droits d'Auteurs. Nous lui avons

La suite à la page 9



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

également expliqué les objectifs de notre comité qui est de soutenir les artistes âgés en situation difficile. Il est du devoir de tout un chacun de leur être solidaire. Nous avons aussi expliqué au chef de l'Etat, la quintessence de notre démarche afin qu'il puisse nous accompagner », a déclaré Monsieur Gustave SORGHO. Selon l'artiste burkinabè du cinéma, le Président Roch Marc Christian KABORE a été sensible à la démarche des artistes et en a compris le bienfondé. « Il a promis nous accompagner avec une enveloppe de 20 millions de F CFA pour venir en aide aux artistes qui sont dans des situations précaires », a-t-il révélé. Les représentants des artistes âgés ont ainsi mis à profit cette audience pour exprimer au Président du Faso



Nous avons aussi expliqué au chef de l'Etat, la quintessence de notre démarche afin qu'il puisse nous accompagner », a déclaré Monsieur Gustave SORGHO.



Il a promis nous accompagner avec une enveloppe de 20 millions de F CFA pour venir en aide aux artistes qui sont dans des situations précaires », a-t-il révélé.

et à tout le peuple burkinabè leur « reconnaissance et leur soutien aux artistes en situation difficile ». Le comité de lobbying du fonds d'aide aux membres âgés du Bureau burkinabè des Droits

d'Auteurs a été mis en place à la faveur de la rentrée du droit d'auteur. Il a pour rôle de sensibiliser afin que la solidarité agissante qui existe dans notre pays profite aussi aux artistes qui à un moment de leur vie, ont été « les

ambassadeurs du Burkina Faso ».

**La Direction de la Communication  
de la Présidence du Faso**

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Compte rendu du Conseil des ministres de ce mercredi 21 juin 2017

Région du Centre



**L**e Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 21 juin 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 13 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

## I. DELIBERATIONS

**I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE**  
Le Conseil a examiné deux (02) projets de loi. Le premier porte modification de la loi organique n°20/95/ADP du 16 mai 1995 portant

composition et fonctionnement de la Haute cour de justice et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n°017-2015/CNT du 21 mai 2015. Le second est relatif au projet de loi n°2017/AN portant modification de la loi n°24/94/ADP du 24 mai 1994 portant Code de justice militaire, modifié par la loi n°007-98/AN du 31 mars 1998. Ces projets de loi visent à prendre en compte la décision n° 2017-13/CC du 9 juin 2017 du Conseil constitutionnel à l'effet d'assurer les garanties du procès équitable déterminées par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de renforcer ainsi les droits de la défense et ceux des victimes. Le Conseil a marqué son accord pour la transmission de ces projets de loi à l'Assemblée nationale.

**I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE**

**L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**  
Le Conseil a adopté un rapport relatif au Programme d'urgence pour le Sahel (PUS), 2017-2020. Ce programme qui vise l'amélioration des conditions sécuritaires et la réduction de la vulnérabilité de la population du Sahel, se décline en trois (03) objectifs spécifiques :  
- améliorer l'accès aux services sociaux de base et la résilience des populations ;  
- améliorer la gouvernance administrative et locale ;  
- renforcer la sécurité des populations et de leurs biens. La zone de couverture du programme est la région administrative du Sahel étendue aux communes frontalières du Yatenga (Thiou et Kain) et du Lorum (Solé et Banh). Le gouvernement a marqué son accord pour la mise en place de ce programme d'un coût estimé à 414,9 milliards de FCFA. Son financement sera assuré par le budget de l'Etat et les partenaires techniques et financiers.

**I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE**  
Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier rapport est relatif à la régularisation de la situation des agents du Laboratoire national de santé publique (LNSP) admis au test interne de reclassement du 13 août 2008 conformément au Protocole d'accord entre le

La suite à la page 11



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

Gouvernement et le Syndicat national des travailleurs de la santé humaine et animale (SYNTSHA). L'adoption de ce rapport permet le règlement définitif du contentieux qui oppose le LNSP aux agents concernés par ledit reclassement.

Le second rapport porte sur la formation des infirmiers spécialistes en Hémodialyse. La formation des infirmiers en Hémodialyse fait suite à un engagement pris par le Gouvernement lors des négociations avec les syndicats en 2016, d'ouvrir une filière de formation pour les infirmiers spécialistes en Hémodialyse, à l'effet d'assurer leur progression catégorielle. Le Conseil a marqué son accord pour l'organisation de cette formation en vue de pallier l'insuffisance de personnel qualifié pour une meilleure prise en charge des patients souffrant d'insuffisance rénale chronique.

#### I.4. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

Le Conseil a adopté un rapport relatif aux résultats de l'appel d'offres national n°17-004/ME/SG/DMP du 14 mars 2017 pour l'acquisition et l'installation de un million cinq cent mille (1 500 000) lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents. L'utilisation des lampes LED a pour objectif d'alléger la facture d'électricité, de réduire la pointe sur le réseau et d'augmenter la disponibilité en électricité. Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : GROUPEMENT K2R/SURA SERVICE CORPORATION, pour l'acquisition et l'installation de 372

500 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages du centre de distribution 1 SONABEL de Ouagadougou, pour un montant d'un milliard trois cent dix-huit millions six cent cinquante mille (1 318 650 000) FCA TTC avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 90 jours.

- Lot 2 : COGEA International, pour l'acquisition et l'installation de 202 500 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages du centre de distribution 2 SONABEL de Ouagadougou, pour un montant de neuf cent trente-quatre millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent (934 294 500) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours.

- Lot 3 : ENERLEC, pour l'acquisition et l'installation de 202 500 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages du centre de distribution 3 SONABEL de Ouagadougou, pour un montant de neuf cent vingt-huit millions neuf cent dix-huit mille cent vingt-cinq (928 918 125) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours.

- Lot 4 : PLANETE TECHNOLOGIES pour l'acquisition et l'installation de 80 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages de la Direction régionale du centre de la SONABEL, pour un montant de trois cent soixante-dix millions cinq cent vingt mille (370 520 000) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours.

- Lot 5 : GAS pour l'acquisition et l'installation de 272 500 lampes LED en remplacement des lampes

à tubes fluorescents dans les ménages de Bobo-Dioulasso pour un montant de sept cent neuf millions cinq cent mille soixante-quinze (709 500 075) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 90 jours.

- Lot 6 : TSL, pour l'acquisition et l'installation de 80 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages de la Direction régionale de l'Ouest de la SONABEL excepté Bobo-Dioulasso, pour un montant de trois cent cinquante-cinq millions quatre cent seize mille (355 416 000) FCFA TTC avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours.

- Lot 7 : PLANETE TECHNOLOGIES, pour l'acquisition et l'installation de 100 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages de la Direction régionale du Centre-Ouest de la SONABEL, pour un montant de quatre cent soixante-trois millions cent cinquante mille (463 150 000) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours.

- Lot 8 : ENAK SARL, pour l'acquisition et l'installation de 90 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages de la Direction régionale du Nord de la SONABEL, pour un montant de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-dix-huit mille (391 878 000) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours.

- Lot 9 : GROUPEMENT Martin Pêcheur SARL/ Maint consulting pour l'acquisition et l'installation de 100 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages de

La suite à la page 12

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

la Direction régionale du Centre-Est de la SONABEL, pour un montant de quatre cent cinquante-sept millions deux cent cinquante mille (457 250 000) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de la tranche de l'année 2017 de 75 jours. Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2017, 2018 et 2019.

### III. NOMINATIONS

#### III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

##### A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Monsieur Ibrahima ZARE, Mle 91 273 P, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des affaires administratives et financières de l'Académie nationale des sciences, des arts et des lettres du Burkina Faso (ANSAL/BF).

##### B. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Monsieur Jean Claude KABORE, Mle 050 06 79 A, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur du contrôle de gestion et de l'audit interne du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST).

##### C. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE

- Monsieur Sié Jean-Marc PALM, Docteur-ingénieur, est nommé Directeur général de l'Agence nationale des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

##### D. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLES

- Monsieur Mamadou OUATTARA, Mle 41 467 G, Professeur certifié des lycées et collèges, 1er grade, 14ème échelon, est nommé Directeur général du Centre d'évaluation et de formation professionnelles de Ouagadougou (CEFPO) ;

- Madame Pélagie Patoinbangba NABIE/GUISSOU, Mle 34 016 C, Inspecteur des impôts, 1er grade, 5ème échelon, est nommée Directrice financière et comptable du Fonds d'appui aux initiatives des jeunes (FAJ).

- Monsieur Abdoul Karim TIEMTORE, Mle 216 747 W, Conseiller en emploi et en formation professionnelles, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Chargé d'études ;

- Monsieur Sékou SABO, Mle 238 633 W, Conseiller en Emploi et en formation professionnelles, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles du Bam ;

- Monsieur Lôh Abdoul Aziz NAPO, Mle 279 889 V, Conseiller en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles des Banwa ;

- Monsieur Zakaria KARA, Mle 246 744 W, Conseiller en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles de la Bougouriba ;

- Monsieur Ali Isaac DIAPA, Mle 91 714 G, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé

Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles du Ganzourgou ;

- Monsieur Harouna BELEM, Mle 246 781 F, Assistant en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles de la Gnagna ;

- Monsieur Wendkouni Frédéric KONKOBO, Mle 259 753 D, Assistant en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles du Ioba ;

- Monsieur Zoumana TRAORE, Mle 259 736 R, Conseiller en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles du Kéné Dougou ;

- Monsieur Midibahai Denis BAZONGO, Mle 278 799 Y, Assistant en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles de la Komandjari ;

- Madame Haoua Nathalie YEYE, Mle 228 363 N, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 3ème échelon, est nommée Directrice provinciale de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles de la Kompienga ;

- Monsieur Siembou ZERBO, Mle 97 586 D, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et l'insertion professionnelles de la Kossi ;

- Monsieur Boinzemwindé

La suite à la page 13



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

Maxime KOURAOGO, Mle 211 774 S, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Koulpélogo ;

- Madame Nida Blanche HIEN/TRAORE, Mle 228 360 L, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 3ème échelon, est nommée Directrice provinciale de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Kouritenga ;
- Monsieur Saïdou OUEDRAOGO, Mle 211 778 Y, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Kourwéogo.
- Monsieur Fernand KABRE, Mle 246 640 W, Instructeur de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles de la Léraba ;
- Monsieur Augustin SAMA, Mle 279 503 K, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Lorum ;
- Monsieur Sibiri Félix ZOUNGRANA, Mle 246 611 W, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 2ème échelon est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Nayala ;
- Monsieur François BALIMA, Mle 259 697 V, Assistant en emploi et en formation professionnelle, 1ère

classe, 1er échelon est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Noubiel ;

- Monsieur Atimi TIALLA, Mle 259 754 T, Assistant en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 1er échelon est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles de l'Oudalan ;
- Monsieur Windingoudi Augustin OUEDRAOGO, Mle 249 108 X, Conseiller en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Passoré ;
- Monsieur Abdoul Rahamane ZOMA, Mle 246 619 M, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Soum ;
- Monsieur Boukary DIONOU, Mle 211 770 A, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Sourou ;
- Monsieur Sitaf SAWADOGO, Mle 280 256 W, Assistant en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles de la Tapoa ;
- Monsieur Yaya KAFANDO, Mle 91 711 Y, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Tuy ;

- Monsieur Marc BAZIE, Mle 246 642 K, Instructeur de Jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 2ème échelon est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Yagha ;
- Monsieur Abdou Karim SAWADOGO, Mle 246 613 R, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Zondoma.

### III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à des nominations et à des renouvellements de mandat au titre de membres de Conseil d'administration des Etablissements publics et des Sociétés d'Etat. La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Faso.

**Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,**

**Rémis Fulgance DANDJINOU  
Officier de l'ordre national**

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Conseil des ministres du 21 juin 2017 : « un programme d'urgence pour le Sahel » sur la période 2017-2020 d'un montant de 415 milliard FCFA

Région du Centre

**L**e conseil des ministres s'est tenu ce 21 juin 2017 sous la présidence du Chef de l'Etat, Roch Marc Christian Kaboré. Divers dossiers inscrits à l'ordre du jour, ont été examinés.

**AU TITRE DU MINISTERE EN CHARGE DE LA JUSTICE :** Le conseil a adopté un projet de loi portant modification de la loi organique n°2095/ADP/ du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédures applicables devant elle. Le conseil a également adopté un projet de loi portant modification de la loi n°24/94/ADP/ du 24 mai 1994 portant code de justice militaire, modifiée par la loi n°007-98/AN du 31 mars 1998.

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE :** Le conseil a adopté un appel d'offre national pour l'acquisition et l'installation de 1500000 lampes LED en remplacement des lampes à tube fluorescent au niveau des ménages et des bâtiments de la fonction publique. S'exprimant sur la question, le ministre de l'énergie, Alfa Oumar Dissa, a précisé que l'opération va donc consister à remplacer ces tubes fluorescents d'environ 40W par des lampes LED qui consomment deux fois moins autour de 15 à 18W et qui éclairent beaucoup plus. Cette opération va permettre de gagner 20MW, ce



Le porte-parole du gouvernement a indiqué que le conseil a adopté « un programme d'urgence pour le Sahel ». A cet effet, la ministre en charge des finances, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori a pris la parole pour donner quelques détails.

qui va permettre de diminuer les factures d'électricité des ménages et des bâtiments publics et à l'Etat de pouvoir gager sur la subvention vers les bâtiments publics et les ménages. « Cette opération vise à inciter les populations à utiliser les lampes LED et elle va coûter à l'Etat 6 milliards FCFA alors si cela avait été une centrale électrique, elle nous aurait coûté 20 milliards FCFA », a conclu le ministre de l'énergie, Alfa Oumar Dissa. D'ici le troisième trimestre de l'année 2017, l'opération devrait débuter.

Le porte-parole du gouvernement a indiqué que le conseil a adopté « un programme d'urgence pour le Sahel ». A cet effet, la ministre

en charge des finances, Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori a pris la parole pour donner quelques détails. Elle a indiqué que le Burkina Faso faisant face à la menace terroriste, le gouvernement s'est rendu compte que la région du Sahel a été très fragilisée. Le gouvernement a décidé d'élaborer et d'exécuter « un programme d'urgence pour le Sahel » sur la période 2017-2020 d'un montant de 415 milliard FCFA. « Pour 2017, le gouvernement prévoit un investissement d'environ 50 milliards FCFA », a-t-elle souligné. Selon elle, le contenu du programme, c'est entre autres, la réalisation d'infrastructures communautaires, l'accès à l'eau potable au niveau

La suite à la page 15



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

des populations, etc. « En ce qui concerne la tranche 2017, il ya deux orientations que le conseil a donné : réorienter les programmes des différents ministères dans le Sahel et en second, c'est d'adopter

des procédures gré-à-gré pour un certain nombre de réalisations. Mais, le gouvernement entend s'assurer qu'à la fin de l'exécution du programme, des audits ont été réalisés pour s'assurer de

la réalisation des travaux », a précisé la ministre des finances.

**DCPM/MCRP**

# L'Union européenne félicite le ministre René BAGORO

Région du Centre

**L**e ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a reçu ce mardi 20 juin 2017, le directeur adjoint pour l'Afrique au Service européen d'action extérieur (SEAE), Mme Brigitte MARKUSSEN.

Elle a transmis au Garde des Sceaux, les félicitations de l'Union européenne pour les différents chantiers engagés au ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique. Elle a relevé notamment la création des pôles judiciaires spécialisés, l'adoption de nouveaux textes sur la sécurité pénitentiaire et l'opérationnalisation de la Commission nationale des droits humains (CNDH). D'autres sujets ont été évoqués, tels que la migration, le terrorisme et la Haute Cour de Justice du Burkina Faso dont les propositions de réformes seront bientôt transmises à l'Assemblée nationale.



Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a reçu ce mardi 20 juin 2017, le directeur adjoint pour l'Afrique au Service européen d'action extérieur (SEAE), Mme Brigitte MARKUSSEN.

Le ministre était assisté du Conseiller technique Dieudonné MANLY et du Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire, Géoffroy YOGO.

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

## «Conception et planification de bâtiments verts»

Région du Centre



C'est tout le sens de l'atelier de formation qui a débuté ce 20 juin 2017, à la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

**C'**est tout le sens de l'atelier de formation qui a débuté ce 20 juin 2017, à la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat. Présidé par madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, cet atelier regroupe des acteurs chargés de la sélection d'entreprises de conception, de l'examen des projets de conception et ceux chargés de la conception et de la planification des infrastructures. Il vise à renforcer les capacités de ces acteurs sur les normes techniques et les bonnes pratiques concernant la



Honoré DAINHI, Directeur du bureau régional Afrique de l'UNOPS.

La suite à la page 17

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

### qualité environnementale et la conception de bâtiments verts.

«Un bâtiment vert, est un bâtiment qui intègre les aspects techniques qui lui permettent de remplir sa fonction principale et en même temps de ne créer ni de dommage à l'environnement, ni de désordre climatique tant à la conception qu'à la mise en œuvre» a expliqué Honoré DAINHI, Directeur du bureau régional Afrique de l'UNOPS.

Ledit atelier mettra également l'accent sur les différentes technologies d'énergie verte ( énergies renouvelables, photovoltaïque) et leur utilisation et enfin sur la gestion des déchets pour une réduction de la pollution de l'environnement et une amélioration des conditions de vie des populations. « C'est ce type de bâtiments que nous attendons dans la mise en œuvre du programme immobilier de l'Etat prévu dans le PNDES. Nous n'avons pas encore cette technologie au Burkina, mais nous espérons qu'à la fin de l'atelier, les participants



Nous n'avons pas encore cette technologie au Burkina, mais nous espérons qu'à la fin de l'atelier, les participants vont s'appropriier les différentes notions et les intégrer dans leur méthode de travail» a souhaité Madame Edith BELEM, Directrice générale des Affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

vont s'appropriier les différentes notions et les intégrer dans leur méthode de travail» a souhaité Madame Edith BELEM, Directrice générale des Affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat. A l'ouverture de l'atelier Madame le ministre de l'économie, des finances et du développement

a exprimé la gratitude du gouvernement à l'endroit du bureau régional Afrique de l'UNOPS.

### Unanimité du Conseil de sécurité pour le déploiement de la force G5 Sahel

Au bout de 15 jours de négociations très difficiles, le Conseil de sécurité a finalement approuvé à l'unanimité le déploiement de la force antiterroriste du G5 Sahel mercredi 21 juin. Ce soutien politique satisfait les membres africains et la France qui portait ce texte, mais reste l'épineuse question du financement sur lequel les Américains restent totalement opposés. Ce sera la prochaine bataille.





## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# 4<sup>e</sup> session du Comité d'Orientation Stratégique (Cos) Afrique de l'Ouest-UE La route Bobo-Orodara-frontière du Mali, parmi les projets prioritaires de la CEDEAO

Région du Centre



Notre ministre des Finances a par ailleurs obtenu l'inscription de trois projets de construction d'infrastructures routières et énergétiques dans le lot des projets régionaux qui seront financés à travers le mécanisme de la Facilité africaine d'investissements (AFIF).

**L**e ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement Mme Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, ordonnateur national du Fonds européen de développement (FED) a signé lors de la 4<sup>e</sup> session du Comité d'orientation stratégique (Cos) Afrique de l'Ouest-Union européenne tenue les 14 et 15 juin 2017 à Bruxelles, une convention de financement portant sur la gouvernance du secteur des transports. Elle a également

obtenu l'inscription de trois projets dont la construction de la route Bobo-Orodara-Frontière du Mali sur la liste des projets prioritaires à mettre en œuvre dans l'espace CEDEAO. Après Lomé en 2016, c'était au tour de Bruxelles, capitale de l'Europe d'accueillir la 4<sup>e</sup> session du Comité d'orientation stratégique (COS) entre l'Union européenne et les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) plus la Mauritanie.

Cadre de mise en œuvre du Programme indicatif régional (PIR), le COS est un moyen de supervision de la programmation et de la mise en œuvre des actions financées par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) en Afrique de l'Ouest. Outre les présidents des commissions de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), cette instance regroupe statutairement les ministres des finances des seize pays de l'Afrique de l'ouest, les responsables des banques de développement de la région et l'Union européenne.

A l'issue de deux jours de discussions, européens et ouest-africains se sont félicités des actions réalisées dans le cadre du 11<sup>e</sup> FED. En effet, quelques 656.3 millions d'euros, soit 57% de l'enveloppe globale de plus de 1150 millions d'euros ont été engagés pour financer des programmes régionaux dans le domaine des transports (constructions de route), de l'énergie, de la sécurité régionale, de la lutte contre la pêche illicite, non autorisée et non réglementée ou encore pour améliorer les facilités d'investissement dans la région.

A ce 4<sup>e</sup> COS, les deux parties ont défini ensemble les projets intégrateurs et leurs financements. Ainsi, le Burkina Faso a obtenu un financement pour la gouvernance du secteur des transports. Le

La suite à la page 19

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

ministre de l'Economie, des Finances et du Développement Mme Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori a signé une convention de financement portant sur l'application à l'échelle nationale de projets liés au respect des textes réglementaires communautaires sur le contrôle de la charge à l'essai. Ce financement doit également servir à l'entretien routier pour garantir la durabilité des infrastructures, et à la facilitation des transports et transit sur les corridors routiers pour assurer la fluidité du trafic et favoriser le développement des échanges intracommunautaires. Notre ministre des Finances a par ailleurs obtenu l'inscription de trois projets de construction d'infrastructures routières et énergétiques dans le lot des projets régionaux qui seront financés à travers le mécanisme de la Facilité africaine d'investissements (AFIF).

Ces investissements à caractère régional portent notamment sur la construction de la route nationale N°08 (RN 08) Bobo Dioulasso-Orodara-Frontière du Mali, longue de 83 km. D'ores et déjà, on sait que ce projet sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 80 millions dont 26 millions au titre du 11<sup>e</sup> FED. En matière d'électricité, notre pays a inscrit et obtenu le financement du projet d'interconnexion électrique Ghana-Burkina-Mali avec la construction d'une ligne haute tension de 225 Kv pour un financement de 155 millions d'euros dont 31 millions d'euros financée par l'UE et le reste par la BAD et l'Agence française de développement (AFD).

Cette interconnexion se fera sur

une distance de 742 km dont 48 km en territoire ghanéen, 298 km pour la partie nationale et 396 km sur le territoire malien. Le troisième projet inscrit dans le pipeline porte sur 250 millions d'euros et sera destinée à la construction d'une centrale solaire à raccorder au réseau national. Le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a, en marge des travaux du COS, rencontré le directeur général de la coopération et du développement international chargé de l'aide au développement de l'UE (Directorate-General for International Cooperation and Development, DG-DEVCO) Stefano Manservigi qui a félicité le Burkina Faso pour sa démocratie exemplaire.

Il s'est dit prêt à financer une politique sectorielle de la culture qui permet de créer les chaînes de valeurs, de prendre en compte les promoteurs privés et participer à la création d'emploi. Il a aussi informé le ministre des possibilités d'obtenir des financements pour mettre en œuvre des politiques en matière de genre et des questions démographiques.

M. Manservigi a aussi dit que l'UE a mis en place un fonds de garantie pour les startups et un autre dans le cadre du Plan européen d'investissement pour les entreprises européennes désirant investir dans des zones ou pendant des situations difficiles en Afrique.

Routes et énergie, priorités de la CEDEAO

Au niveau de la CEDEAO, les résultats probants obtenus suite aux dernières recommandations du 3<sup>e</sup> COS tenu à Lomé en juin 2016 ont encouragé les responsables

européens et ouest-africains à s'engager pour la prochaine année à mettre davantage de ressources dans les infrastructures. Ils ont donc décidé de commun accord, de mettre l'accent dans le secteur de l'énergie pour réduire les énormes difficultés auxquelles sont confrontés tous les pays de la région en matière d'accès à l'électricité. Les deux parties ont également décidé de construire davantage de routes pour désenclaver la région, mais aussi pour des échanges commerciaux plus accrus entre les pays de la région et permettre ainsi une meilleure intégration.

La création de richesses et d'emplois est également un des objectifs de ce programme. Selon le président de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Marcel de Souza qui copréside le COS, les échanges commerciaux entre les pays de l'Afrique de l'ouest sont sept fois inférieurs à ceux réalisés avec les pays de l'Union européenne (UE), principal partenaire commercial et économique de l'Afrique de l'ouest. « Nous avons fait le choix l'année dernière à Lomé d'investir massivement dans les infrastructures et nous devons poursuivre cette politique si nous voulons le développement économique et social de notre région », a déclaré de Souza. Au cours de cette session seize projets en matière d'infrastructures ont ainsi reçu des approbations de financements pour être exécutés.

Parmi ceux-ci, il y en a sept en énergie et neuf en transport pour une enveloppe financière globale de plus de 3 milliards d'euros. Ce

La suite à la page 20

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 19

projet devrait permettre d'avoir un impact notable sur l'accès à l'électricité et le développement des corridors de transport routier. Trois projets d'infrastructures qui ne figuraient pas sur la liste des projets retenus à la dernière réunion du COS à Lomé en 2016 ont même été retenus augmentant l'enveloppe initiale de 330 millions d'euros. Une nouvelle liste de six projets d'infrastructure d'énergie et huit projets de transport à intérêt régional a également été approuvée.

Le COS a aussi recommandé l'ajout d'un projet additionnel de réhabilitation de la transsaharienne sur l'axe Agadez - Zinder au Niger. Mais les fonds n'étant pas disponibles dans l'immédiat, cette route pourrait obtenir un financement lors de la revue à mi-parcours du COS.

Des menaces sur la paix

L'Afrique de l'ouest progresse en matière démocratique mais la paix et la sécurité sont fortement menacées dans la région avec le terrorisme qui sévit dans la plupart des Etats membres. Même si la secte islamiste Boko Haram subit des revers, elle réussit encore des actions sporadiques et, le terrorisme demeure une menace général pour tous notamment dans le bassin du Lac Tchad et dans le Sahel. Les deux tiers du territoire malien sont en proie aux activités terroristes et des pays voisins comme le Burkina Faso et le Niger en subissent un contre coup terrible avec des attaques récurrentes.

Dans le domaine de la promotion de la paix, la CEDEAO a fait des efforts énormes en Gambie où elle est intervenue militairement pour faire partir sans effusion de sang le 21 février dernier l'ex président Yahya Djameh. Elle a aussi une force stationnée en Guinée Bissau depuis 2015 où elle travaille à trouver un compromis entre le pouvoir et l'opposition dans ce pays instable depuis plusieurs années. Pour aider la CEDEAO à faire face à tous ces défis, le COS a décidé d'apporter des appuis financiers afin de lui permettre de renforcer son système régional de sécurité. Ainsi, 25 millions d'euros iront à la mise en place d'un Système d'information policière de l'Afrique de l'ouest (SIPAO/WAPIS3).

Ce système devrait permettre aux forces de sécurité de mettre en place un programme d'enregistrement d'empreintes digitales - (Automated Fingerprint Information System/AFIS) afin de lutter contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme notamment. Ce programme qui sera basé à Abidjan sera mis en place en collaboration avec INTERPOL chargé de procéder à l'étude de faisabilité. Dans le cadre du maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité, un autre appui de cinq millions d'euros devrait servir à financer en partie le coût de l'extension, pour une année précédente de la Mission de la CEDEAO en Gambie (ECOMIG) qui comptera 500 soldats au lieu des 2000 demandés par Banjul. Une

partie de ce financement servira également à appuyer la CEDEAO dans ses activités de diplomatie préventive à l'orée des élections présidentielles prévues au Libéria en octobre 2017 et dont tout le monde redoute des violences surtout après le départ déjà progredés Casques bleus onusiens.

Cette session du COS à Bruxelles a réuni, outre les présidents de l'UEMOA et de la CEDEAO, les commissaires de ces deux institutions, les ordonnateurs nationaux du FED (les ministres des Finances), les responsables des deux banques régionales de développement (BOAD et BICD) et d'autre part, l'Union européenne notamment la DEVCO et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

La réunion a été coprésidée par le président de la Commission de la CEDEAO Marcel A. de Souza, son collègue Abdallah Boureima de l'UEMOA pour la région Afrique de l'Ouest et pour l'Union européenne par la directrice pour l'Afrique occidentale et centrale de la DGDEVCO Mme Carla Montesi, et le directeur exécutif Afrique du SEAE Koen Vervaeke. La 5<sup>e</sup> réunion du COS pourrait bien se tenir à Ouagadougou en 2018.



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste: Accueil » Medical coordinator (M/F) Nigeria – Maiduguri**

#### **Description**

Depuis plus de 30 ans, Médecins du Monde, une organisation médicale campagne engagée à la solidarité internationale, a été prise en charge des populations les plus vulnérables à la maison et à l'étranger. Il a continué de mettre en évidence les obstacles qui existent dans l'accès aux soins de santé et a obtenu des améliorations durables dans la santé pour toutes les politiques. Ceux qui travaillent pour cette organisation indépendante ne dispensent pas seulement les soins et le traitement, mais condamnent les violations de la dignité humaine et des droits et de la lutte pour améliorer les choses pour les populations vivant dans des situations précaires. MDM travaille actuellement dans 44 pays sur tous les continents où elle se concentre sur 4 domaines prioritaires: prendre soin de la santé des migrants et des personnes déplacées, la promotion de la santé sexuelle et reproductive, la réduction des méfaits associés à la consommation de drogues, les situations d'urgence et de crise.

La violence dans le nord-est du Nigeria a provoqué des déplacements massifs et en même temps un mouvement restreint. Plus de 1,2 million de personnes vivent dans Maiduguri avec la communauté d'accueil et dans les camps formels et informels.

MdM a commencé depuis Octobre 2016 Une intervention d'urgence dans l'état de Borno et cherche des ressources humaines expérimentés pour se joindre à notre équipe et consolider notre intervention auprès des personnes déplacées vulnérables et la population hôte.

En 2017, la stratégie MDM dans l'Etat de Borno se concentrera sur l'amélioration de l'accès à: 1) Services gratuits soins de santé primaires complets, 2) traitement nutritionnel de qualité pour les enfants souffrant de malnutrition, 3) Santé mentale et soutien psychosocial, 4) de sauvetage des soins médicaux, des services d'orientation holistique pour les survivants de la violence fondée sur le sexe.

#### **TÂCHES ET RESPONSABILITÉS:**

Sous la responsabilité du coordonnateur général, vous garantissez que les activités médicales mises en œuvre sont conformes à la stratégie de MdM et vous êtes responsable de tous les aspects médicaux du programme.

Vous supervisez le coordonnateur du programme de santé, agent de base de données et le pharmacien concernant la mise en œuvre des aspects techniques et les activités de santé.

Plus précisément, vous: -DRIVE les aspects médicaux et techniques dans l'élaboration

de la stratégie de MdM et assurez - vous que les différents composants sont conformes aux obligations des donateurs.

-Participer à la mise en œuvre des activités médicales en lien avec les besoins.

-Conduct évaluations de santé rapides sur demande.

-Analyser les données médicales reçues sur une base hebdomadaire, et de fournir des évaluations.

-Est - responsable de la surveillance et l'évaluation du programme médical.

-Superviser l'équipe médicale chargée de veiller au renforcement des capacités de l'équipe et faire en sorte que les recrutements sont terminés à temps.

-Organise réunions régulières avec les équipes médicales ainsi que l'évaluation de la performance.

-Assurer le contrôle du stock médical et chaîne logistique à l'achat médicale.

-Participer aux différentes réunions internes et externat, en particulier sur les réunions et la santé grappes de nutrition.

-Lead sur la liaison avec les autorités ministre de la Santé et de participer à l'identification des partenaires opérationnels MdM pour la composante de la violence basée sur le genre.

-Participer à la rédaction des rapports d'activité et des propositions de donateurs.

La suite à la page 22

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

<p><b>CONDITIONS</b></p> <p><b>Statut:</b></p> <p><b>Contrat:</b></p> <p><b>Durée:</b></p> <p><b>Basé à Maiduguri, avec des mouvements à Abuja</b></p> <p><b>Poste dès que possible</b></p> <p><b>affichage</b></p> <p><b>COMPETENCES ET</b></p> <p><b>M é d e c i n</b></p> <p>Expérience en santé publique et / ou la coordination du projet</p> <p>au moins 5 ans d'expérience dans le secteur sans but lucratif, avec un minimum de 2 ans en réponse humanitaire</p> <p>Expérience de travail au sein du système de cluster</p> <p>connaissances dans les soins de santé primaires et de la santé génésique et sexuelle</p>	<p><b>D'EMPLOI:</b></p> <p><b>Employé</b></p> <p><b>CDD</b></p> <p><b>6-9 mois</b></p> <p><b>pourvoir possible</b></p> <p><b>unique</b></p> <p><b>REQUISES EXPÉRIENCE:</b></p> <p><b>Excellentes compétences organisationnelles</b></p> <p>Bonne écriture, compétences en informatique et de la communication</p> <p>Capacité de travailler et de vivre dans des conditions tendues</p> <p>Langues: anglais courant est requis</p> <p>Vous êtes engagé aux valeurs de MdM en tant qu'organisation et motivé par son non-statutaire, le modèle sans but lucratif.</p> <p><b>APPLICATIONS DE TÉLÉPHONE</b></p>	<p><b>NE SERONT PAS ADMIS</b></p> <p>Médecins du Monde se réserve le droit de pourvoir le poste vacant avant la date de clôture des candidatures.</p> <p>MdM se lève pour l'intégration des personnes handicapées et lutte contre la discrimination.</p> <p><b>Ville M a i d u g u r i</b></p> <p><b>Fonctions</b></p> <p><b>Gestion</b></p> <p><b>Activités</b></p> <p><b>Pays</b></p> <p><b>Contrat</b></p> <p><b>Postuler en ligne</b></p> <p><b><a href="https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_annonce_r.p?id=2002&amp;idpartenaire=127">https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_annonce_r.p?id=2002&amp;idpartenaire=127</a></b></p> <p><b>Date de validité</b></p> <p><b>de fin de</b></p> <p><b>31/08/2017</b></p>
---	--	---



### Avis de recrutement

**Poste: La FIDH recherche, pour son Bureau Afrique un-e Chargé-e de programme**  
**Référence:CP-AFRIQUE-06-17**

La FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme)

est une organisation non gouvernementale internationale basée en France dont la vocation est de favoriser le respect des principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La FIDH fédère 184 associations nationales de défense des droits humains

actives sur les cinq continents

Missions :

Sous la supervision du Responsable du bureau Afrique et du Directeur des opérations, vous devrez vous acquitter des missions suivantes :

La suite à la page 23

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Contribuer à la consolidation du lien avec les acteurs internes et externes

Animer la bonne communication à destination ou en provenance des organisations membres et partenaires de la FIDH dans le but de renforcer le lien avec elles/eux

En relation avec le responsable de bureau, assurer une communication fluide de l'information aux membres du Bureau international et aux chargés de mission de la FIDH

Assurer l'accompagnement et le soutien des défenseurs et partenaires du terrain lors de leurs déplacements et leurs rencontres avec des États, OIG, ONG

Mettre en œuvre les activités du bureau et notamment les activités du programme ayant pour thème la lutte contre la peine de mort en Afrique

Préparer les missions d'enquête, d'observation judiciaire, de plaidoyer national, les ateliers d'échange d'expérience ou de formation, et contribuer au suivi

Organiser, en lien avec les délégations de la FIDH, les activités de plaidoyer auprès des OIG et des États (saisine des mécanismes et organisation d'interfaces) et y participer selon les besoins

Assurer et coordonner la rédaction de documents de dénonciation, d'alerte et d'information (communiqués de presse, lettres aux autorités, appels urgents, newsletters), de projets de rapports d'enquête

et de notes de position

Suivre la validation en interne des documents du bureau

Coordonner la traduction et la diffusion des documents, en concertation avec les bureaux

Coordonner la réalisation d'outils de communication spécifiques au bureau, en lien avec le bureau Communication

Participer à des réunions d'échange avec des partenaires locaux, régionaux ou internationaux

Assurer, sur délégation du/de la responsable du bureau, des activités de représentation auprès des OIG, des États, entreprises et ponctuellement auprès des bailleurs de fonds et des médias

Participer à la programmation et au rapport des activités du bureau et tenir à jour le tableau de suivi des activités (y compris la compilation des indicateurs et résultats), élaborer des compte rendus d'activités

Participer aux réponses aux appels d'offres des bailleurs

Participer au suivi financier et narratif des programmes d'action du bureau

Contribuer aux tâches administratives et logistiques quotidiennes du bureau

**Ville Paris, siège de la FIDH**

**Expériences / Formation du candidat**

**Au moins 3 ans d'expérience**

professionnelle dans une fonction similaire, à l'entrée dans la fonction

Niveau de formation requis de type Master en droit, relations internationales, droits de l'Homme, sciences politiques

Capacité à travailler dans l'urgence, en équipe et avec autonomie

**Qualités d'analyse, de rédaction et de représentation requises**

**Langues parlées**

**Maîtrise indispensable du français et de l'anglais**

**Fonctions A u t r e**

**Activités D r o i t**

**Pays Europe, France**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

Contrat à durée déterminée (remplacement de congé de maternité) de 6 mois, à partir du 21/08/2017

**Salaire / Indemnité**

Rémunération mensuelle à partir de 2450 euros brut (13 mois) selon expérience. Un recrutement à un niveau différent sur la base d'un profil de poste modifié reste possible.

**Documents à envoyer**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (**lettre de motivation et CV**),

La suite à la page 24



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

à l'adresse: **recrutement-cp-afrique-06-17@fidh.org**  
en précisant dans l'objet de votre email la référence du poste (CP-AFRIQUE-06-17)

**contact** **recrutement-cp-afrique-06-17@fidh.org**

**Date de validité** **de fin de** **27/06/2017**

**Email de la personne**



### Avis de recrutement

**Poste: Grants Manager**

**Description**

**Contexte / IRC Résumé:**

Fondé en 1933, le Comité international de secours (IRC) est un chef de file mondial en matière de secours d'urgence, la réhabilitation, le développement post-conflit, la protection des droits de l'homme, les services de réinstallation et de défense des droits des réfugiés et d'autres déracinés ou touchés par des conflits violents et de l'oppression. Le CEI est déterminé à rétablir l'espoir, la liberté, la dignité et l'autonomie.

Le CEI est déterminé à une culture de leadership audacieux, l'innovation dans tous les aspects de notre travail, des partenariats créatifs et la responsabilité complète à ceux que nous servons.

IRC est l'une des premières organisations humanitaires pour réunir des disciplines spécifiques impliquées dans la prévention de la violence et la réponse (VPR) dans les milieux touchés par des conflits pour assurer un soutien

collaboratif et encore spécialisés aux survivants et aux personnes à risque de violence. Au cours des 16 dernières années, l'IRC a des programmes pionniers et mis en œuvre pour prévenir et répondre à la violence contre les femmes et les enfants, ainsi que d'autres groupes vulnérables dans les camps de réfugiés et dans d'autres contextes touchés par un conflit, ce qui rend l'IRC un leader mondial dans ce domaine. IRC met en œuvre actuellement des programmes de VPR pour soutenir les milieux sociaux et politiques qui favorisent la liberté de la violence, la discrimination et l'exclusion des populations vulnérables dans les situations de conflit et de déplacement. Aujourd'hui, IRC gère des programmes VPR dans 26 pays à travers l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et en Haïti, avec le financement des gouvernements, des Nations Unies, des fondations et des donateurs privés.

Aperçu du poste / Résumé: Le Grants Manager conservera la gestion des subventions de qualité pour un certain

nombre de subventions au sein VPR Unité technique de l'IRC. Relevant du directeur adjoint, des subventions et des opérations, ce poste travaillera en étroite collaboration avec dans le pays et le siège accorde le personnel, les finances et le développement des entreprises pour assurer des rapports de subvention en temps opportun et précis, la tenue des dossiers de subvention, et la direction du processus de proposition de nouvelles subventions. Les subventions gestionnaire sera également responsable du suivi des dépenses de subvention, l'élaboration de plans de dépenses et la gestion de décaissement interne du financement des subventions aux programmes de pays. Cette position a Voyage limité sur le terrain et le soutien logistique pour des projets spéciaux.

**Responsabilités principales:**

**Grant et gestion du budget**

\* Développer et maintenir une compréhension des subventions unitaires, la conformité des bailleurs de fonds, et les

La suite à la page 25

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

conditions budgétaires et la situation en profondeur

\* examen, suivre et analyser les dépenses pour les subventions unitaires

\* examen BVAS mensuels et des rapports détaillés des transactions, participer aux réunions mensuelles du budget et de veiller à ce que tous les BVAS et les rapports financiers reflètent fidèlement les dépenses actuelles et prévues pour l'Unité technique

\* Faire les ajustements du plan de dépenses nécessaires à l'unité technique a conduit des subventions

\* Assister et participer activement à toutes les subventions réunions liées

\* Travailler en étroite collaboration avec le directeur adjoint de l'Unité des subventions et opérations visant à harmoniser les subventions dirigées par TU dans le cadre de les subventions de l'unité VPR et le portefeuille de financement

\* Travailler avec l'unité de VPR pertinente et le personnel de finance-AC pour assurer l'exactitude des subventions des rapports financiers et d'identifier rapidement et conseiller le directeur adjoint, TU Directeur, et subvention applicable conduit sur des domaines de préoccupation

\* examen et sous-subventions processus aux programmes de pays pour les activités de l'unité

\* Gérer et coordonner

l'approbation des accords, des modifications, des extensions de coûts et sans frais extensions pour les subventions unitaires

\* En partenariat avec le personnel technique du programme, gérer et contribuer à l'élaboration de propositions budgétaires subvention TU-conduit veiller au respect des donateurs et IRC

\* Utiliser standard existant IRC accorder des processus de gestion (OTIS, ouverture, réunions d'examen des subventions et de clôture) et de développer de nouveaux outils ou formats de rapports afin d'améliorer la gestion des subventions

\* Gérer les allocations salariales pour l'unité technique de suivi et de surveillance de toutes les lignes de salaires dans les budgets de subvention Unité technique conduit et de les entrer avec précision dans les systèmes IRC appropriés

\* Travailler avec d'autres subventions de l'unité technique et les gestionnaires de budget pour rationaliser et harmoniser les processus IRC

Donateurs de rapports et de nouvelles entreprises

\* Élaborer des orientations, des modèles et des boîtes à outils pour assurer la présentation en temps opportun des rapports narratifs et donateurs financiers

\* le personnel technique de l'Unité d'appui à l'élaboration de propositions pour de nouvelles opportunités de développement, y compris

l'examen et contribuent à des notes conceptuelles, des propositions et la création de budgets

\* Gérer OTIS (Opportunité système de suivi de l'information) flux de travail de propositions, les subventions en cours, des accords et des modifications

\* Aider à relations avec les donateurs; participer à des appels avec les donateurs sélectionnés, représenter l'unité aux réunions des donateurs, au besoin; et communiquer les priorités pertinentes aux donateurs et au développement des affaires internes et des unités de relations de base.

Autre soutien à des projets spéciaux

\* Fournir une assistance logistique à la planification et l'exécution des ateliers, des réunions unitaires, et

\* Aider les membres Unité avec le développement des rapports externes, le contenu Web, des présentations et des outils techniques nécessaires

\* Fournir un soutien administratif général au besoin pour l'unité technique.

\* Autres tâches assignées

### **Les relations de travail clés:**

Rapports de position: Directeur adjoint, subventions et opérations

Position supervise directement: superviser, assistants de programme et / ou stagiaires et bénévoles

La suite à la page 26

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

Autres contacts internes et / ou externes:

\*Interne: Un contact régulier avec les équipes des unités techniques et subventions gestionnaires dans d'autres unités.

Assurer la liaison avec le personnel du programme de pays. Interagir régulièrement avec les services internes de l'IRC, en particulier

budget, des finances, des ressources humaines et de l'approvisionnement.

\* Externe: Interagir avec les donateurs, les fournisseurs, les entrepreneurs et les consultants.

Exigences de l'emploi:

**É d u c a t i o n :**

\* Baccalauréat dans un domaine pertinent est nécessaire.

L'expérience professionnelle:

\* 2 ans d'expérience dans la gestion du gouvernement et / ou des subventions privées

\* Expérience confirmée à élaborer des propositions pour

les donateurs publics et privés

Compétences et de ses compétences:

\* Excellentes aptitudes à la gestion du budget, y compris le suivi des dépenses d'expérience et l'élaboration de plans de dépenses

\* Excellentes compétences organisationnelles: la capacité d'effectuer plusieurs tâches, apprendre rapidement et travailler de façon autonome et productive dans un environnement au rythme rapide et le souci du détail

\* Excellentes aptitudes interpersonnelles et de communication: la capacité d'assurer une liaison efficace avec et motiver une variété de personnes dans un environnement multiculturel

\* Excellentes compétences en informatique: MS Word, Excel et éditique. Préféré maîtrise d'Excel.

Compétences linguistiques:

\* Anglais maîtrise

Environnement de travail:

\* Environnement de travail de bureau standard

\* Voyage moins de 20%

**Ville New York**

**Fonctions A u t r e**

**Activités A u t r e**

**Pays A m é r i q u e du Nord, Etats-Unis**

**Contrat I n c o n n u**

**Salaire / Indemnité**

**N é g o c i a b l e**

**Postuler en ligne <http://www.aplitrak.com/?adid=YXN0cmlkLm1hdGhldy45MjYxMS42MTc3QGlyYy5hcGxpdHJhay5jb20>**

**Date de fin de validité 14/08/2017**



### Avis de recrutement

**Poste: Siège – Un/e Stagiaire Ressources Humaines**

**Description**

Première Urgence Internationale est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité

internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes

naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

La suite à la page 27



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

L'association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 21 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

### **Découvrez notre histoire et nos valeurs**

PUI recrute, pour son service Recrutement & Parcours au sein de la Direction des Ressources Humaines, un/une Stagiaire Ressources Humaines, Basé à Asnières sur Seine (92).

### **Missions**

Sous la supervision du/ de la Chargé(e) de Recrutement, et en étroite collaboration avec le/la Responsable Recrutement & Parcours et les Chargé(es) de RH Expatriées, vous assistez le service Recrutement & Parcours dans les tâches suivantes :

### **Recrutement**

Réception et publication des offres d'emploi sur les sites adéquats, mise à jour de l'outil de suivi.

Appui à la Chargée de Recrutement et aux Chargé(es) de Ressources Humaines (CRH) dans le traitement des candidatures : premier tri de CV, organisation des entretiens techniques/opérationnels.

Préparation de la réunion hebdomadaire « Affectations » et rédaction des minutes de la réunion.

Possibilité d'assister à des entretiens de recrutement.

Appui à la rédaction des notes d'entretiens.

Possibilité d'assister aux briefings des expatriés avec les CRH.

Animation du vivier candidats et anciens expatriés :

Mise à jour continue de la base de données de candidats : saisie des informations relatives aux candidatures (profils, disponibilités, projets et mobilité, etc.).

Envoi mensuel aux CRH d'une liste des membres du vivier disponibles.

Relance des membres du vivier et fidélisation.

### **Communication RH**

En lien avec les CRH, mise à jour de la liste des postes à pourvoir transmise aux membres du vivier.

Mise en forme et diffusion de la newsletter RH bimensuelle.

Préparation au Départ (PAD) :

Elaboration des plannings en lien avec les différents services et intervenants.

Participation à la création et actualisation de la liste des participants.

Rédaction des mails d'information envoyés aux expatriés en prévision de la PAD

Préparation logistique de la réunion.

Capitalisation et appui au Responsable R&P dans la diffusion du contenu des modules.

### **En transversal :**

En lien avec le département Communication, possibilité de participer à la rédaction de contenus (fiches métier, témoignages, procédures internes, actualités, etc.) pour alimenter la partie RH du site internet.

Appui à la refonte et à l'écriture de certaines procédures et dossiers RH.

Participation aux réunions de service et de l'association.

Possibilité de participation à certaines réunions de pôle.

Participation à un projet inter-service.

**Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.**

**Ville Asnières sur Seine**

**Expériences / Formation du candidat**

**Profil recherché**

Niveau Bac +3 minimum (Ressources Humaines, gestion de projets humanitaires / relations internationales, Ecole de commerce, etc.).

Intérêt avéré pour le secteur de la Solidarité Internationale.

La suite à la page 28

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

Expérience de travail en équipe, expérience en milieu associatif et/ou à l'international appréciée

**Goût et aptitudes pour la communication**

**Maitrise du pack Office.**

Autonomie, curiosité, créativité, humour, capacité d'adaptation, calme, force de proposition

Bonnes capacités relationnelles, empathie, réactivité, rigueur, bonne gestion du stress et des priorités, autonomie, fiabilité

Discrétion et aptitudes à la notion de confidentialité

**Langues parlées**

Très bonnes capacités rédactionnelles en Français et en Anglais

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat S t a g e

**Durée du contrat**

**Statut : Stage conventionné de 6 mois**

**Date désirée de début de stage : mardi 18 juillet 2017**

**Salaire / Indemnité**

**Gratification : 546,01 € / mois**

**Avantages : 1 RTT par mois, prise en charge à hauteur de 60% des Tickets Restaurant et 50% du titre de transport**

**Documents à envoyer**

**Merci d'envoyer votre candidature à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : "STAGERH".**

**Nom de la personne contact**

**Alexandre Darcas, Directeur des Ressources Humaines**

**Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org**

**Date de fin de validité 31/07/2017**



### Avis de recrutement

**Poste: Siège – Un/e Stagiaire Ressources Humaines**

**Description**

Première Urgence Internationale est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de

situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes

dans 21 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

**Découvrez notre histoire et nos valeurs**

PUI recrute, pour son service Recrutement & Parcours au sein de la Direction des Ressources Humaines, un/une Stagiaire Ressources Humaines, Basé à Asnières sur Seine (92).

Missions :

La suite à la page 29

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

Sous la supervision du/ de la Chargé(e) de Recrutement, et en étroite collaboration avec le/la Responsable Recrutement & Parcours et les Chargé(es) de RH Expatriées, vous assistez le service Recrutement & Parcours dans les tâches suivantes :

### **Recrutement**

Réception et publication des offres d'emploi sur les sites adéquats, mise à jour de l'outil de suivi.

Appui à la Chargée de Recrutement et aux Chargé(es) de Ressources Humaines (CRH) dans le traitement des candidatures : premier tri de CV, organisation des entretiens techniques/opérationnels.

Préparation de la réunion hebdomadaire « Affectations » et rédaction des minutes de la réunion.

Possibilité d'assister à des entretiens de recrutement.

Appui à la rédaction des notes d'entretiens.

Possibilité d'assister aux briefings des expatriés avec les CRH.

Animation du vivier candidats et anciens expatriés :

Mise à jour continue de la base de données de candidats : saisie des informations relatives aux candidatures (profils, disponibilités, projets et mobilité, etc.).

Envoi mensuel aux CRH d'une liste des membres du vivier disponibles.

Relance des membres du vivier et fidélisation.

### **Communication RH**

En lien avec les CRH, mise à jour de la liste des postes à pourvoir transmise aux membres du vivier.

Mise en forme et diffusion de la newsletter RH bimensuelle.

Préparation au Départ (PAD) :

Elaboration des plannings en lien avec les différents services et intervenants.

Participation à la création et actualisation de la liste des participants.

Rédaction des mails d'information envoyés aux expatriés en prévision de la PAD

Préparation logistique de la réunion.

Capitalisation et appui au Responsable R&P dans la diffusion du contenu des modules.

### **En transversal**

En lien avec le département Communication, possibilité de participer à la rédaction de contenus (fiches métier, témoignages, procédures internes, actualités, etc.) pour alimenter la partie RH du site internet.

Appui à la refonte et à l'écriture de certaines procédures et dossiers RH.

Participation aux réunions de service et de l'association.

Possibilité de participation à

certaines réunions de pôle.

Participation à un projet inter-service.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

### **Ville Asnières sur Seine**

**Expériences** / **Formation du candidat**

### **Profil recherché**

Niveau Bac +3 minimum (Ressources Humaines, gestion de projets humanitaires / relations internationales, Ecole de commerce, etc.).

Intérêt avéré pour le secteur de la Solidarité Internationale.

Expérience de travail en équipe, expérience en milieu associatif et/ou à l'international appréciée

Goût et aptitudes pour la communication

### **Maitrise du pack Office.**

Autonomie, curiosité, créativité, humour, capacité d'adaptation, calme, force de proposition

Bonnes capacités relationnelles, empathie, réactivité, rigueur, bonne gestion du stress et des priorités, autonomie, fiabilité

Discrétion et aptitudes à la notion de confidentialité

### **Langues parlées**

Très bonnes capacités rédactionnelles en Français et en Anglais

La suite à la page 30



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

<b>Fonctions</b>	<b>A u t r e</b>	<b>Avantages : 1 RTT par mois,</b>	<b>contact</b>	<b>recrutement@</b>
<b>Activités</b>	<b>A u t r e</b>	<b>prise en charge à hauteur de</b>	<b>premiere-urgence.org</b>	
<b>Pays</b>	<b>Europe, France</b>	<b>60% des Tickets Restaurant</b>	<b>Date</b>	<b>de</b>
<b>Contrat</b>	<b>S t a g e</b>	<b>et 50% du titre de transport</b>	<b>validité</b>	<b>de</b>
<b>Durée du contrat</b>		<b>Documents à envoyer</b>	<b>31/07/2017</b>	<b>de</b>
<b>Statut</b>	<b>: Stage</b>	<b>Merci d'envoyer votre</b>		
<b>conventionné</b>	<b>de 6 mois</b>	<b>candidature à l'adresse</b>		
		<b>ci-dessous en précisant</b>		
		<b>l'objet suivant : "STAGERH".</b>		
<b>Date désirée de début de stage</b>	<b>: mardi 18 juillet 2017</b>	<b>Nom de la personne</b>		
<b>Salaire / Indemnité</b>		<b>contact</b>		
<b>Gratification : 546,01 € / mois</b>		<b>Alexandre Darcas, Directeur</b>		
		<b>des Ressources Humaines</b>		
		<b>Email de la personne</b>		



### Avis de recrutement

**Poste: Coordinateur Administratif Volant – Direction de l'Action Humanitaire**

#### Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins

essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

**Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>**

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

– **La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)**

– **La Direction d'Action du Développement (DAD)**

#### C O N T E X T E

La Direction des Opérations se compose de la Direction de l'action Humanitaire (DAH) et de la Direction d'Action de

Développement (DAD). Cette dernière met en œuvre des projets dans 14 pays, pour un montant d'action de près de 35M€.

Le poste de coordinateur administratif volant pour la DAH présente le double intérêt :

– d'apporter un appui ponctuel et court à un programme sur des dossiers spécifiques de type financier, administratif et ressources humaines

– d'assurer un intérim sur un poste d'administrateur ou de coordinateur administratif

Le coordinateur administratif volant est mobilisable rapidement (en moins de 15 jours) sur des missions terrain d'une durée maximale de trois mois.

Les missions du coordinateur

La suite à la page 31

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

administratif volant sont variées. Il doit être capable de travailler dans des contextes et des cultures différents d'une mission à l'autre et faire preuve d'une grande adaptabilité.

Entre les missions, il organise ses temps de récupération et de congés. A savoir 25 jours de Congés payés annuels + 20 jours de RnR annuels.

Le coordinateur administratif volant dans le cadre de ses missions terrain, sera placé sous la responsabilité des Chefs de Mission pour tout ce qui touche à la sécurité et aux objectifs et résultats de la mission. Sur l'ensemble de sa mission il travaillera en forte collaboration avec les contrôleurs de gestion et référents RH Siège.

### DESCRIPTION DE LA FONCTION

#### Mission générale :

En tant que coordinateur administratif volant, vous pourra être assigné à des missions de type (liste non exhaustive) :

- Formation/accompagnement et / ou appui au recrutement d'un membre de l'équipe administrative/finance/RH d'un programme
- Intérim du poste d'administrateur terrain ou de coordinateur administratif d'un programme
- Appui à une équipe administrative en difficulté
- Participation à l'ouverture ou

à la fermeture d'un programme

- Evaluation de la qualité de l'équipe administrative/finance/RH d'un programme.

Responsabilités :

Vos responsabilités varient suivant la nature et le contexte de la mission. Votre fonction est néanmoins assimilable à celle d'un administrateur/coordonateur administratif programme dont les responsabilités principales sont détaillées ci-dessous :

- Assurer/coordonner la gestion des ressources financières dans le respect des procédures internes et bailleurs (trésorerie, comptabilité, suivi financier, gestion des contrats bailleurs)
- Assurer/coordonner la gestion administrative des ressources humaines
- Définir le cadre contractuel du programme et les politiques RH et piloter la mise en place des processus et outils correspondants
- Mettre en place une organisation administrative et un cadre de fonctionnement
- Garantir le respect de la législation locale et des procédures et règles d'Handicap International
- Assurer/coordonner la communication et les relations externes dans son domaine.
- Encadrer, former et animer l'équipe administrative sous votre responsabilité

- Participer aux réunions de coordination de la mission

- Assurer l'intérim en cas d'absence du Chef de Mission, sur sa demande expresse et avec l'accord du siège.

### S P E C I F I C I T E S

Le coordinateur administratif volant peut être amené à effectuer des missions dans tous types de contexte, par conséquent, ce poste requiert une grande flexibilité et une forte adaptabilité au niveau de son planning et de son mode de travail. Cette mobilité est compensée par une rémunération et des conditions spécifiques avantageuses

#### Expériences / Formation du candidat

**•Minimum 12 mois d'expérience en tant qu'administrateur en ONGI**

- Maîtrise de la gestion Financière, Administrative et Ressources Humaines à travers une formation solide et des expériences significatives, idéalement avec Handicap International
- Capacité à se projeter très rapidement dans un contexte d'urgence
- Expérience en management d'équipes internationales indispensable
- Capacité à concevoir et formaliser des outils

La suite à la page 32

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

et des procédures

- Capacité de reporting
  - Capacité de représentation
  - Expérience de la relation de travail à distance est un plus
- Vous maîtrisez :

- Les règles administrative-financière-RH des bailleurs de fonds principaux de l'urgence
- L'environnement Windows

### Langues parlées

- Couramment le français et l'anglais

### Qualité du candidat

Vos qualités personnelles sont :

- Le sens des responsabilités, de la prise d'initiative dans le respect du mode de fonctionnement prévalant au sein de l'organisation
- Un excellent relationnel et grande capacité de négociation
- Une grande réactivité et

flexibilité en toute circonstance

- Une autonomie dans le travail, qualité d'organisation
- Le sens de l'humour

Fonctions

Organisation, Administration

Activités A u t r e

Pays Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie, Europe, Moyen Orient

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**12 mois**

**Salaire / Indemnité**

- **Date de prise de poste : ASAP**
- **Durée du contrat : 12 mois (renouvelables)**
- **Statut Salarié :**
  - **Salaire à partir de 2757 € (brut)/ mois selon expérience transposable**
  - Perdiem : variable selon le pays d'affectation, au prorata du nombre de jours passés

sur le terrain, la moyenne des per diem se situant autour de 500 euros (net)

– Prime de disponibilité : 250 euros/mois

– Assurances: maladie, prévoyance, retraite, rapatriement

**Congés payés : 25 jours par an**

**R&R : 20 jours par an**

**Nom de la personne contact**

[https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo\\_annonce\\_voir.id=1798&idpartenaire=130](https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1798&idpartenaire=130)

**Postuler en ligne**

[https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo\\_annonce\\_voir.id=1798&idpartenaire=130](https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1798&idpartenaire=130)

**Date de fin de validité 16/07/2017**

## Macron veut imprimer sa marque pour son premier Conseil européen

A Bruxelles, un nouveau Conseil européen se déroule ces jeudi et vendredi, avec au menu des Vingt-Huit, des thèmes comme l'immigration, la sécurité et l'Europe de la défense. Trois jours après le début des négociations officielles sur le Brexit, le divorce entre Londres et l'Union européenne sera bien sûr abordé. Ce sommet constitue aussi un premier rendez-vous européen pour le nouveau président Macron.

**Source RFI**





*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.*



**PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU**

*17/06/2017 AU 24/06/2017 Groupe III*

Ave Maria 25 47 98 88	Hosanna 25 41 26 48	Sacré cœur 25 34 60 60
Balkuy 25 37 51 36	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Julien 25 38 06 10
Baraka 25 33 02 72	Kamin 25 34 30 28	Saint Lazare 25 36 86 48
Belle ville 25 40 84 14	Kilwin 25 50 84 62	Saint Michel 25 45 48 08
Cathédrale 25 31 28 07	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Santé-validité 68 91 87 04
Charis 25 47 98 78	Mariama 25 30 05 76	Savane 25 31 13 48
Concorde 25 31 29 49	Naab Raga 25 30 06 27	Taoko 25 36 69 27
Coura 25 38 83 90	Naaba Koom 25 35 70 46	Téranga 25 36 09 70
Djimbria 25 35 77 65	Nagrin 25 46 90 48	Wend denda 25 31 09 64
Dunia 25 36 20 51	Nazani 25 36 65 10	Yennega 25 37 03 37
Ecoles 25 31 52 32	Ninrwa 25 41 80 38	Zone I 25 48 15 13/53
Fraternité 25 36 48 00	Noom-Wendé 25 50 31 17	Zoungrana 25 40 98 75
Galliam 25 35 28 44	Pissy 25 43 13 35	

**ADRESSES UTILES**

**Ouagadougou**

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

**Bobo-Dioulasso**

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: redaction@sc-mail.info  
Site web:  
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Rédacteur en chef  
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage  
- Alfred Syé KAM  
- Aminata PORGO  
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage  
Eliane BAYALA  
Aminata PORGO  
Bernard HIEN  
Oeil du professionnel

Distribution  
Téléchargeable sur:  
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO